

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205606]

**20 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 20 juillet 2016 relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et pour les coaches sectoriels**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 20 juillet 2016 relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et pour les coaches sectoriels, les articles 2, alinéa 3, 4, 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>;

Vu le rapport du 28 avril 2016 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 avril 2016;

Vu l'avis 59.969/2/V du Conseil d'Etat, donné le 12 septembre 2016 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de la Wallonie, donné le 18 mai 2016;

Considérant l'avis du Comité de gestion de l'IFAPME, donné le 13 mai 2016;

Considérant l'avis du Conseil d'administration de l'OFFA, donné le 17 mai 2016;

Considérant que le décret du 20 juillet 2016 relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et pour les coaches sectoriel est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2016;

Considérant que les dispositions de mise en œuvre de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance doivent impérativement entrer en vigueur au début de l'année de formation 2016-2017;

Qu'il convient donc de faire rétroagir le présent arrêté au 1<sup>er</sup> septembre 2016;

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aura pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des entreprises et des apprenants ayant introduit une demande à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2016, en conférant une base légale à leur demande;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir 1<sup>er</sup> septembre 2016 jusqu'à l'adoption du présent arrêté devraient être réintroduites;

Que l'effet rétroactif bénéfique donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> le décret : le décret du 20 juillet 2016 relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et pour les coaches sectoriels;

2<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre de la Formation;

3<sup>o</sup> la formation de tuteur : toute formation qui, conformément à l'article 2, alinéa 3, du décret, est dispensée par un établissement d'enseignement ou un organisme de formation institué ou agréé par la Communauté française, la Commission communautaire française ou la Région wallonne de minimum huit heures et qui, cumulativement :

a) vise à faire acquérir à des travailleurs des compétences sur le plan de l'orientation, de l'encadrement et de la formation de personnes qui reçoivent une formation en milieu de travail;

b) cible la maîtrise des techniques visant à :

(1) établir un plan de formation;

(2) formuler des instructions pertinentes et compréhensibles par les apprenants;

(3) communiquer adéquatement;

(4) corriger et ajuster;

(5) évaluer les progrès des apprenants;

(6) assurer le suivi des apprenants et de l'évaluation continue de leur formation;

(7) évaluer la formation;

4<sup>o</sup> l'incitant financier à l'entreprise : l'incitant financier visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret et octroyé à l'entreprise dont l'unité d'établissement où se forme l'apprenant est située en région de langue française;

5<sup>o</sup> l'incitant financier au premier contrat d'alternance : l'incitant financier visé à l'article 3, § 2, du décret pour l'entreprise sans salarié dont l'unité d'établissement où se forme l'apprenant est située en région de langue française et qui n'a pas, dans les cinq ans qui précèdent la demande d'incitant financier, conclu de contrat d'alternance, de contrat d'apprentissage des classes moyennes, de contrat d'apprentissage industriel ou de convention d'insertion socioprofessionnelle;

6° l'incitant financier à l'apprenant : l'incitant financier octroyé à l'apprenant, visé à l'article 5 du décret, ayant sa résidence habituelle en Belgique qui a conclu un contrat d'alternance avec un opérateur de formation situé en région de langue française;

7° l'O.F.F.A. : l'Office francophone de la formation en alternance;

8° l'Administration : la Direction des politiques transversales Région-Communauté du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

9° le fonctionnaire délégué de l'Administration : le fonctionnaire disposant d'une délégation de pouvoirs, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie;

10° l'année de formation : la période qui débute le 1<sup>er</sup> septembre et se termine le 31 août;

11° le fonds de formation sectoriel : l'association sans but lucratif de formation créée par - ou en lien avec - au moins un fonds de sécurité et d'existence visé par la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

**Art. 3.** Pour bénéficier de l'incitant financier au premier contrat d'alternance, l'entreprise introduit, auprès de l'opérateur de formation de référence pour le contrat d'alternance donnant lieu à l'incitant, au moment de la signature de ce premier contrat d'alternance ou, à défaut, au plus tard trente jours après la signature du premier contrat d'alternance, une demande de prime datée et signée, dont le modèle est déterminé par le Ministre sur proposition de l'O.F.F.A..

L'opérateur de formation dispose de trente jours maximum à partir de la date de prise d'effet du contrat pour valider et transmettre cette demande à l'O.F.F.A. qui dispose à son tour d'un délai maximal de trente jours après réception du dossier transmis par l'opérateur pour instruire la demande et la communiquer avec sa proposition de décision, à l'Administration.

Le fonctionnaire délégué de l'Administration liquide l'incitant au premier contrat d'alternance à l'entreprise qui respecte les conditions du décret et du présent arrêté.

Le Ministre peut préciser les modalités de liquidation de l'incitant financier au premier contrat d'alternance, visées aux alinéas 1<sup>er</sup> à 3.

**Art. 4.** Pour bénéficier de l'incitant financier à l'entreprise, l'entreprise, qui conclut un contrat d'alternance donnant lieu à cet incitant, introduit, auprès de l'opérateur de formation de référence pour ce contrat d'alternance, au moment de la signature de ce contrat d'alternance ou, à défaut, au plus tard trente jours après la signature de celui-ci, une demande de prime datée et signée, dont le modèle est déterminé par le Ministre sur proposition de l'O.F.F.A..

L'opérateur de formation dispose de trente jours, à dater de l'introduction de la demande de l'entreprise, pour valider et transmettre cette demande à l'O.F.F.A..

Au plus tard le 15 octobre qui suit la première année de formation, l'opérateur de formation adresse à l'O.F.F.A. une liste des entreprises pour lesquelles il a transmis à l'O.F.F.A. une demande d'incitant, en indiquant pour chacune d'elles si les conditions d'octroi de l'incitant, telles que visées par le décret, sont remplies.

Sur cette base, l'O.F.F.A. instruit la demande et la transmet, avec sa proposition de décision, à l'Administration, pour liquidation de l'incitant à l'entreprise.

L'O.F.F.A. communique à l'Administration le dossier intégrant sa proposition de décision au plus tard le 31 octobre qui suit la réception des informations communiquées par l'opérateur de formation.

Le fonctionnaire délégué de l'Administration liquide l'incitant à l'entreprise qui respecte les conditions du décret et du présent arrêté.

Le Ministre peut préciser les modalités de liquidation de l'incitant financier à l'entreprise visées aux alinéas 1<sup>er</sup> à 6.

**Art. 5.** Pour bénéficier de l'incitant à l'apprenant, l'apprenant introduit, auprès de l'opérateur de formation de référence pour son contrat d'alternance, au plus tard le 15 décembre de l'année de formation au cours de laquelle il passe au niveau C, une demande de prime datée et signée, dont le modèle est déterminé par le Ministre sur proposition de l'O.F.F.A..

Au plus tard le 15 octobre qui suit l'année de formation au cours de laquelle l'apprenant a obtenu sa certification, l'opérateur de formation transmet, à l'O.F.F.A., la demande de prime de l'apprenant, selon les modalités déterminées par le Ministre sur proposition de l'O.F.F.A..

L'O.F.F.A. instruit la demande et la transmet, avec sa proposition de décision, à l'Administration, pour liquidation.

L'O.F.F.A. dispose d'un délai de trente jours, à dater de la réception des données transmises par l'opérateur pour communiquer chaque dossier et sa proposition de décision à l'Administration.

Le fonctionnaire délégué de l'Administration liquide l'incitant à l'apprenant qui respecte les conditions du décret et du présent arrêté.

Le Ministre peut préciser les modalités de liquidation de l'incitant à l'apprenant, telles que visées aux alinéas 1<sup>er</sup> à 5.

**Art. 6.** Le Ministre ou le fonctionnaire délégué de l'Administration octroie au fonds de formation sectoriel un incitant tel que visé à l'article 6 du décret en vue de l'engagement, par le fonds de formation sectoriel, d'un coach sectoriel qui a au minimum dix ans d'ancienneté dans le secteur ou un des secteurs concernés.

Le coach sectoriel mandaté par le ou les secteurs qu'il représente et reconnu par le Ministre est amené :

1° dans le cadre de la procédure d'agrément des entreprises, d'initiative ou sur la base d'une demande d'un opérateur de formation, à :

- a) instruire les demandes d'agrément des entreprises via au minimum une visite sur place;
- b) remettre un avis sur l'agrément des entreprises;
- c) participer à la commission d'agrément et de médiation, constituée au sein de l'O.F.F.A.;

2° dans le cadre de la procédure de suspension d'agrément et de la procédure de retrait d'agrément, d'initiative ou sur la base d'une demande d'un opérateur de formation, à :

- a) remettre un avis sur la suspension d'agrément ou le retrait d'agrément;
- b) participer à la commission d'agrément et de médiation visée au point 1°, c);

3° dans le cadre du soutien aux entreprises partenaires de la formation en alternance, à rencontrer, d'initiative ou sur demande de l'opérateur de formation ou de l'O.F.F.A, les entreprises ainsi que, le cas échéant, le tuteur, pour une mission de conseil;

4° dans le cadre de la promotion de la formation en alternance, à sensibiliser les entreprises dans le ou les secteurs qu'il couvre à la conclusion de nouveaux contrats d'alternance;

5° à participer, dans un objectif d'optimisation et d'harmonisation des pratiques, à un minimum de trois réunions de coordination et de formation par an, organisées par l'O.F.F.A. notamment en collaboration avec les opérateurs de formation.

**Art. 7.** Les délais visés par le présent arrêté sont calculés en jours calendrier. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

**Art. 9.** La Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 octobre 2016.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE  
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme E. TILLIEUX

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205606]

**20 OKTOBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 20 juli 2016 betreffende de financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, aan de alternerende leerlingen en voor de sectorale coaches**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op het decreet van 20 juli 2016 betreffende de financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, aan de alternerende leerlingen en voor de sectorale coaches, inzonderheid op de artikelen 2, derde lid, 4, 6, eerste lid, 2° en 3°;

Gelet op het rapport van 28 april 2016, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 april 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 april 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 april 2016;

Gelet op advies 59.969/2/van de Raad van State, gegeven op 12 september 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 18 mei 2016;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "IFAPME", gegeven op 13 mei 2016;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de "OFFA", gegeven op 17 mei 2016;

Overwegende dat het decreet van 20 juli 2016 betreffende de financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, aan de alternerende leerlingen en voor de sectorale coaches op 1 september 2016 in werking is getreden;

Overwegende dat de bepalingen m.b.t. de uitvoering van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding absoluut in het begin van het opleidingsjaar 2016-2017 in werking moeten treden;

Overwegende dat dit besluit terugwerkende kracht op 1 september 2016 moet krijgen;

Dat de terugwerkende kracht van de administratieve akten aanvaard wordt wanneer ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of juridische toestand en voor zover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten;

Dat de aanneming in casu van een besluit met terugwerkende kracht ertoe strekt, de rechtszekerheid te vergroten ten gunste van de bedrijven en leerlingen die een aanvraag vanaf 1 september 2016 hebben ingediend, waarbij een wettelijke grondslag aan hun aanvraag gegeven wordt;

Dat bij gebrek aan een dergelijke wettelijke grondslag overwogen zou moeten worden dat alle aanvragen ingediend vanaf 1 september 2016 tot de aanneming van dit besluit opnieuw ingediend zouden moeten worden;

Dat de terugwerkende kracht dus voordeel voor de betrokkenen oplevert en, in die zin, gerechtvaardigd wordt;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet: het decreet van 20 juli 2016 betreffende de financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, aan de alternerende leerlingen en voor de sectorale coaches;

2° de Minister: de Minister van Vorming;

3° de opleiding van mentor : elke opleiding van minimum 8 uur die overeenkomstig artikel 2, derde lid, van het decreet gegeven wordt door een onderwijs- of opleidingsinstelling ingericht of erkend door de Franse gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie of het Waalse gewest, of het bevoegde sectorale opleidingsfonds en die cumulatief:

a) ervoor zorgt dat de werknemers bevoegdheden verwerven inzake de oriëntatie, begeleiding en opleiding van personen die een opleiding op de werkvloer volgen;

b) zorgt voor het beheersen van technieken voor:

(1) het opmaken van een opleidingsplan;

(2) het formuleren van voor de leerlingen begrijpelijke en relevante voorschriften;

(3) de aangepaste communicatie;

(4) de verbetering en de aanpassing;

(5) de evaluatie van de vooruitgangen van de leerlingen;

(6) voor de opvolging van de leerlingen en de doorlopende evaluatie van hun opleiding;

(7) voor de evaluatie van de opleiding;

4° de financiële incentive aan het bedrijf: de in artikel 3, § 1, van het decreet bedoelde financiële incentive toegekend aan het bedrijf waarvan de inrichtingseenheid waarin de leerling een opleiding volgt, in het Franse taalgebied is gelegen;

5° de financiële incentive bij de eerste alternerende overeenkomst: de in artikel 3, § 2, van het decreet bedoelde financiële incentive toegekend aan het bedrijf zonder loontrekkende waarvan de inrichtingseenheid waarin de leerling een opleiding volgt, in het Franse taalgebied is gelegen, en dat binnen vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag voor een financiële incentive, geen alternerende overeenkomst, geen leerovereenkomst van de middenstand, geen industriële leerovereenkomst of geen overeenkomst van socio-professionele inschakeling heeft gesloten;

6° de financiële incentive aan de leerling: de in artikel 5 van het decreet bedoelde financiële incentive toegekend aan de leerling die zijn gebruikelijke woonplaats in België heeft en die een alternerende overeenkomst heeft gesloten met een opleidingsverstrekker gelegen in het Franse taalgebied;

7° de "O.F.F.A." : de "Office francophone de la formation en alternance" (Franstalige dienst alternerende opleiding);

8° de Administratie: de Directie Overkoepelend Beleid Gewest-Gemeenschap van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

9° de gemachtigd ambtenaar van de Administratie: de ambtenaar die over een delegatie van bevoegdheden beschikt overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst;

10° het opleidingsjaar: de periode die op 1 september begint en die op 31 augustus eindigt;

11° het sectorale opleidingsfonds: de opleidingsvereniging zonder winstoogmerk opgericht door - of in verband met - één of meerdere fondsen voor bestaanszekerheid en aan de werkgevers bedoeld in de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

**Art. 3.** Om in aanmerking te komen voor de financiële incentive bij de eerste alternerende overeenkomst, dient het bedrijf een gedateerde en getekende premieaanvraag waarvan het model door de Minister op voorstel van de "O.F.F.A." wordt bepaald, bij de referentie-opleidingsverstrekker voor de alternerende overeenkomst die tot de incentive aanleiding geeft, in op het ogenblik waarop die eerste alternerende overeenkomst wordt getekend of, bij gebrek, uiterlijk dertig dagen na de ondertekening van de eerste alternerende overeenkomst.

De opleidingsverstrekker beschikt over maximum 30 dagen vanaf de uitwerkingsdatum van de overeenkomst om die aanvraag te bekrachtigen en om ze aan de "O.F.F.A." over te maken, die op zijn beurt over maximum 30 dagen na ontvangst van het door de operator overgemaakte dossier beschikt om de aanvraag te behandelen en om ze met zijn beslissingsvoorstel aan de Administratie over te maken.

De gemachtigd ambtenaar van de Administratie betaalt de incentive bij de eerste alternerende overeenkomst aan het bedrijf dat de voorwaarden van het decreet en van dit besluit naleeft.

De Minister kan de in de leden 1 tot 3 bedoelde uitbetalingsmodaliteiten van de financiële incentive bij de eerste alternerende overeenkomst bepalen.

**Art. 4.** Om in aanmerking te komen voor de financiële incentive, dient het bedrijf dat een alternerende overeenkomst die aanleiding heeft gegeven tot die incentive heeft gesloten, een gedateerde en getekende premieaanvraag waarvan het model door de Minister op voorstel van de "O.F.F.A." wordt bepaald, bij de referentie-opleidingsverstrekker voor die alternerende overeenkomst in op het moment waarop die eerste alternerende overeenkomst wordt getekend of, bij gebrek, uiterlijk dertig dagen na de ondertekening ervan.

De opleidingsverstrekker beschikt over dertig dagen na de indiening van de aanvraag van het bedrijf om die aanvraag te bekrachtigen en om ze aan de "O.F.F.A." over te maken.

Uiterlijk op 15 oktober na het eerste opleidingsjaar bezorgt de opleidingsverstrekker de "O.F.F.A." een lijst van de bedrijven waarvoor hij een aanvraag voor een incentive aan de "O.F.F.A." heeft overgemaakt, waarbij hij voor elk van die bedrijven bepaalt of de in het decreet bedoelde toekenningsvoorwaarden van de incentive vervuld zijn.

Op deze basis behandelt de "O.F.F.A." de aanvraag en maakt hij bedoelde aanvraag met zijn beslissingsvoorstel aan administratie over voor de uitbetaling van de incentive aan het bedrijf.

De "O.F.F.A." deelt de Administratie het dossier dat zijn beslissingsvoorstel omvat, uiterlijk op 31 oktober mee na ontvangst van de informatie meegegeed door de opleidingsverstrekker.

De gemachtigd ambtenaar van de Administratie betaalt de incentive aan het bedrijf dat de voorwaarden van het decreet en van dit besluit naleeft.

De Minister kan de in de leden 1 tot 6 bedoelde uitbetalingsmodaliteiten van de financiële incentive bepalen.

**Art. 5.** Om in aanmerking te komen voor de incentive, dient de leerling een gedateerde en getekende premieaanvraag waarvan het model door de Minister op voorstel van de "O.F.F.A." wordt bepaald, bij de referentieopleidingsoperator voor zijn alternerende overeenkomst in uiterlijk op 15 december van het opleidingsjaar waarin hij naar het niveau C overgaat.

Uiterlijk op 15 oktober na het eerste opleidingsjaar waarin de leerling zijn certificering heeft gekregen, maakt de opleidingsverstrekker de premieaanvraag van de leerling aan de "O.F.F.A." over volgens de modaliteiten bepaald door de Minister op voorstel van de "O.F.F.A."

De "O.F.F.A." behandelt de aanvraag en maakt ze met zijn beslissingsvoorstel aan de administratie voor uitbetaling over.

De "O.F.F.A." beschikt over een termijn van dertig dagen na ontvangst van de gegevens overgemaakt door de operator om elk dossier en zijn beslissingsvoorstel aan de Administratie over te maken.

De gemachtigd ambtenaar van de Administratie betaalt de incentive aan de leerling die de voorwaarden van het decreet en van dit besluit naleeft.

De Minister kan de in de leden 1 tot 5 bedoelde uitbetalingsmodaliteiten van de incentive aan de leerling bepalen.

**Art. 6.** De Minister of de gemachtigd ambtenaar van de Administratie kent het sectorale opleidingsfonds een in artikel 6 van het decreet bedoelde incentive toe met het oog op de indiening door het sectorale opleidingsfonds van een sectorale coach die minstens 10 jaar anciënniteit in de sector of in één van de betrokken sectoren heeft.

De door de Minister erkende sectorale coach gemachtigd door de sector(en) die hij vertegenwoordigt kan belast worden met de volgende opdrachten:

1° in het kader van de erkenningsprocedure van de bedrijven en op initiatief of op basis van een aanvraag van een opleidingsverstrekker:

- a) de erkenningsaanvragen van de bedrijven via minstens een bezoek ter plaatse behandelen;
- b) een advies uitbrengen over de erkenning van de bedrijven;
- c) deelnemen aan de erkennings- en bemiddelingscommissie opgericht binnen de "O.F.F.A.";

2° in het kader van de procedure voor de opschorting van de erkenning en de procedure voor de intrekking van de erkenning op initiatief of op basis van een aanvraag van opleidingsverstrekker:

- a) een advies uitbrengen over de opschorting of de intrekking van de erkenning;
- c) deelnemen aan de erkennings- en bemiddelingscommissie bedoeld in punt 1°, c);

3° in het kader van de steun aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, op initiatief of op verzoek van de opleidingsverstrekker of de "O.F.F.A.", de bedrijven alsook, in voorkomend geval, de mentor, voor een raadgeving bezoeken;

4° in het kader van de bevordering van de alternerende opleiding, de bedrijven sensibiliseren in de door hem gedekte sector(en) voor het sluiten van nieuwe alternerende overeenkomsten;

5° met het oog op de optimalisering en de harmonisatie van de praktijken deelnemen aan een minimum van drie door de "O.F.F.A." georganiseerde coördinatie- en opleidingsvergaderingen per jaar met name met de opleidingsverstrekkers.

**Art. 7.** De in dit besluit bedoelde termijnen worden in kalenderdagen berekend. De dag van de akte die de aanvang van de termijn uitmaakt, is niet inbegrepen. De vervalldag wordt meegerekend in de termijn. Indien die dag evenwel een zater-, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalldag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2016.

**Art. 9.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 oktober 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX